

CHRISTIAN WILLE

**Travailleurs frontaliers dans la Grande Région
SaarLorLux (1998-2008)**

GR-Atlas

PAPER SERIES 2

Paper 24-2014

ISBN 978-99959-52-73-0

ISSN 2535-9274

Éd. française

Permalink: <http://hdl.handle.net/10993/50473>

gr-atlas.uni.lu

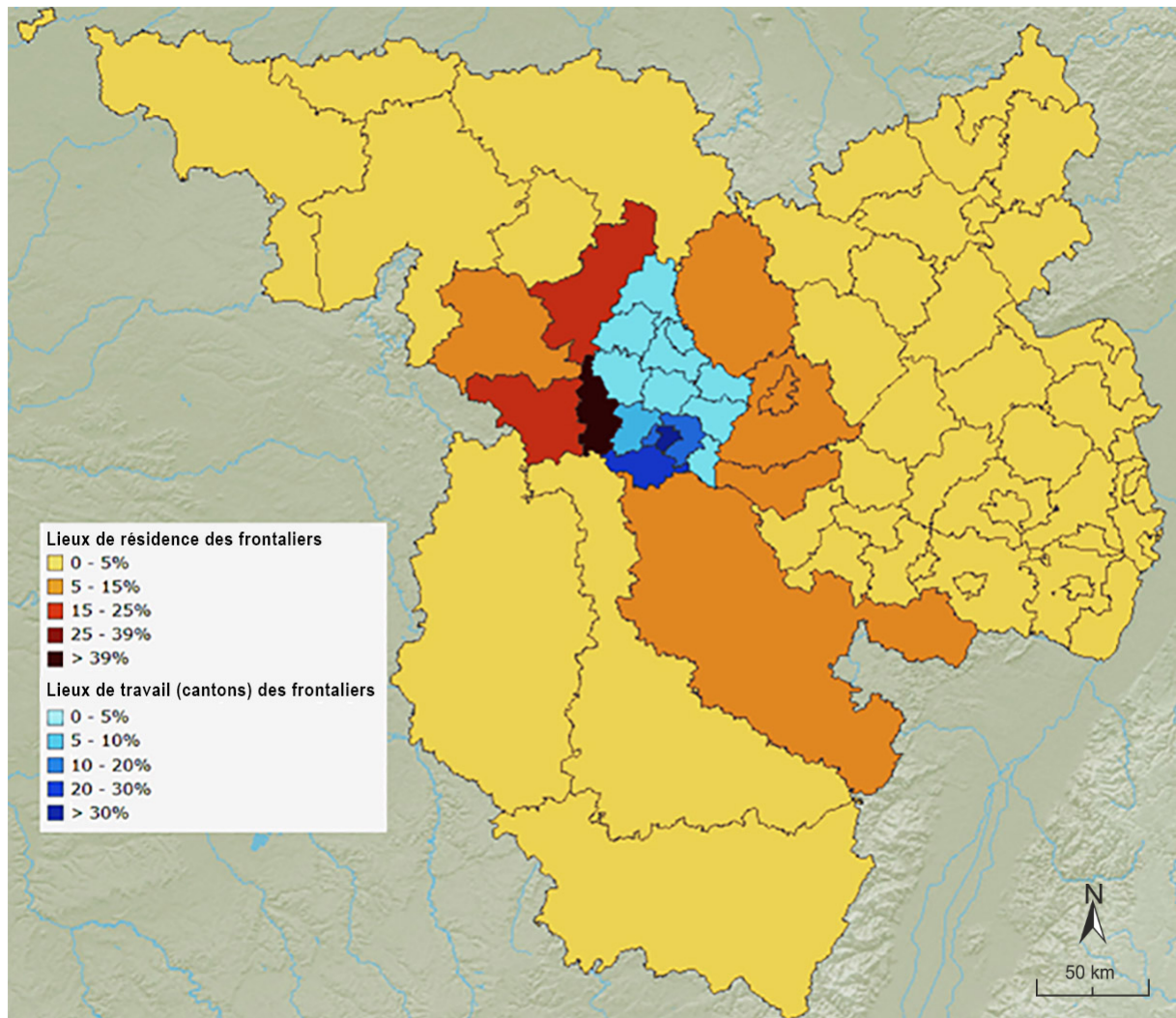


Travailleurs frontaliers dans la Grande Région SaarLorLux (1998-2008)

Christian Wille / Observatoire Interrégional du marché de l'emploi

Introduction

La carte montre les flux de travailleurs transfrontaliers entre les zones de la Grande Région. On constate en particulier des mouvements très prononcés en direction de la frontière luxembourgeoise, et de nombreux frontaliers venant de Lorraine qui vont travailler en Wallonie, au Grand-Duché et en Sarre. Depuis l'année 2000, de plus en plus de personnes viennent des länder allemands vers leur lieu de travail au Luxembourg.



Parts des frontaliers dans la population de leur région d'origine et dans les employés des régions cibles (cantons) du Grand-Duché de Luxembourg. Note : Compte tenu des tailles et des populations très différentes des unités administratives représentées ici dans les sous-régions de la Grande Région SaarLorLux, la carte doit être interprétée avec prudence. La situation des données n'a pas permis une présentation plus équilibrée. Source : GR-Atlas

Avec 201 785 salariés transfrontaliers, la Grande Région compte un quart des frontaliers répartis dans les 27 pays de l'UE. 73% des frontaliers de la Grande Région travaillent au Luxembourg, où ils représentent 44% de la main d'œuvre locale – tendance toujours en hausse. La moitié d'entre eux vient de France et environ un quart de Belgique respectivement d'Allemagne. 14% des frontaliers de la Grande Région travaillent en Wallonie, ces travailleurs étant presque tous originaires de France. Enfin, la Sarre constitue, avec presque 10% des frontaliers de la Grande Région, le troisième employeur de travailleurs transfrontaliers. Parmi les « Français » venant travailler en Sarre, on dénombre cependant un tiers de frontaliers atypiques, c'est-à-dire d'Allemands qui habitent en Lorraine et travaillent en Sarre.



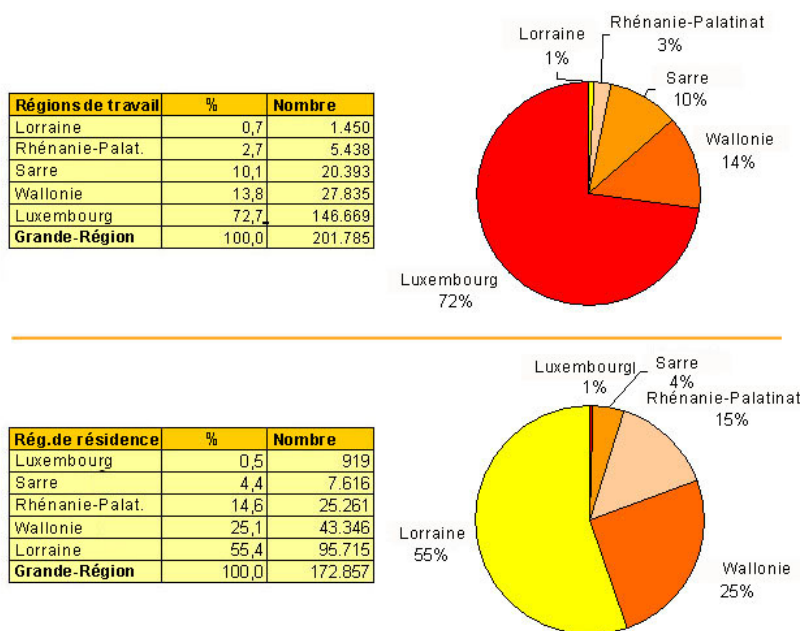
Des frontaliers sur leur trajet de travail
Photo : C. Wille 2009

Le phénomène des frontaliers atypiques n'est pas en augmentation seulement en Lorraine, mais aussi en Rhénanie-Palatinat et en Wallonie, où s'installe un nombre croissant de Luxembourgeois fuyant la hausse des loyers et du coût de la vie, tout en continuant à travailler au Luxembourg. Cela conduit à noter que la majorité des frontaliers dans la Grande Région travaille au Luxembourg,

suivi de la Wallonie et de la Sarre. En comparaison, plus de la moitié des travailleurs transfrontaliers provient uniquement de Lorraine, suivi de la Wallonie et de la Rhénanie-Palatinat. Devant cette toile de fond se dessinent clairement les éléments centraux de la situation transfrontalière. D'une part, il existe une asymétrie des flux qui est particulièrement visible au Luxembourg, avec 146 669 frontaliers habitant à l'étranger et travaillant au Luxembourg contre seulement 919 personnes habitant au Luxembourg et travaillant à l'étranger. D'autre part, seulement le Luxembourg et la Sarre affichent un solde de frontaliers positif, bien qu'en Sarre, depuis quelques années, le flux de transfrontaliers vers le Luxembourg soit en augmentation et que le nombre de frontaliers venant de France soit en régression.

La situation actuelle (2008) du phénomène de frontaliers dans la Grande Région montre deux pôles de mobilité centraux avec pour chacun une nette orientation vers le marché du travail luxembourgeois. Ces deux pôles doivent être examinés en détail, en se basant sur les flux de frontaliers les plus importants. Il s'agit donc d'analyser les interdépendances du marché du travail transfrontalier pour les sous-espaces « Sarre – Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat » et « Wallonie – Lorraine – Luxembourg ». La mobilité transfrontalière des salariés constitue un élément central des différents marchés du travail présents dans la Grande Région. On note une certaine interdépendance des marchés du travail en raison des flux intensifs des travailleurs transfrontaliers dans toutes les directions. De plus, le nombre de frontaliers augmente continuellement. Les motifs pour traverser la frontière sont divers : Ainsi, dans une enquête (Brosius 2007) auprès des frontaliers au Luxembourg, 44%

indiquent travailler à l'étranger en raison des revenus potentiellement plus élevés. Pour 30% des frontaliers, les offres d'emploi sur le marché luxembourgeois constituent la raison principale pour laquelle ils travaillent dans le Grand-Duché. D'autres raisons jouent un rôle déterminant pour un quart des personnes interviewées – la possibilité p.ex. de pouvoir exercer le métier pour lequel elles ont été formées ou bien les meilleures perspectives professionnelles et conditions de travail.

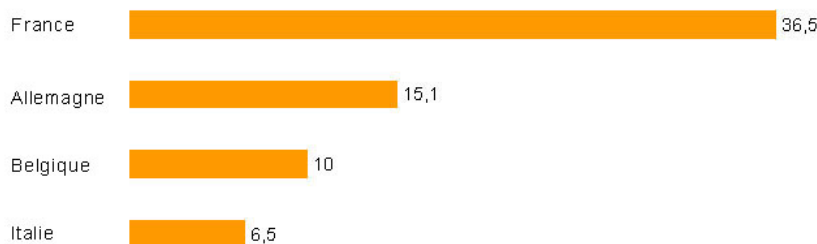


Frontaliers dans la Grande Région selon leur région de résidence et leur lieu de travail (2008), (parts en %)
 Source : Calculations propres sur la base de IBA / OIE 2009

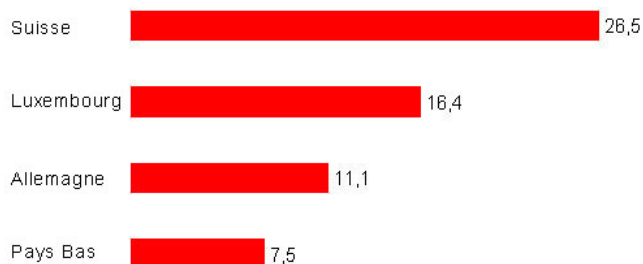
Les résultats de l'enquête, qui peuvent être transposés à l'ensemble des travailleurs transfrontaliers dans la Grande Région, montrent que les motifs de ces personnes se basent sur des différences régionales en matière de rémunération et d'offre d'emploi, mais reposent également sur la satisfaction professionnelle. Il n'existe guère d'autres régions européennes, où autant, autant de salariés traversent les frontières nationales qu'en Grande Région. En 2007, sur l'ensemble du territoire des 27 Etats membres de l'UE, on comptait 780 000 travailleurs transfrontaliers (European Commission 2009), dont plus des quatre cinquièmes habitent dans les pays de l'UE-15. En l'occurrence il s'agit en premier lieu de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et de l'Italie.

Les frontaliers issus de ces pays vont essentiellement travailler en Suisse, au Luxembourg, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche et en Belgique.

Pays de Résidence des transfrontaliers



Pays de travail des frontaliers



Les plus importants pays de résidence et de travail des frontaliers dans l'UE-27 en 2007 (répartition en %)

Sources : Calculations propres sur la base d'IBA / OIE 2009

Les pays de la Grande Région comptent donc parmi les plus importantes zones de résidence et de travail de frontaliers en Europe, ce qui indique une mobilité prononcée des salariés dans la zone frontalière Allemagne-France-Luxembourg-Belgique.



*Une petite partie seulement des frontaliers utilise les transports publics. Autorail des CFL sur la ligne Luxembourg-Trèves
Photo : www.rail.lu 2002*

taire européen, sont frontaliers tous les salariés et tous les indépendants qui exercent leur profession dans un Etat membre de l'UE et qui habitent dans un autre Etat membre, dans lequel ils retournent en règle générale chaque jour – ou au moins une fois par semaine (CEE N° 1408/71). Cette définition joue pour la protection sociale des salariés concernés. La notion de frontalier en droit fiscal est plus restrictive et comprend un critère géographique, selon lequel une personne habite et travaille dans une zone frontalière définie.

A côté de la définition, qui se focalise sur la navette journalière ou hebdomadaire par-delà les frontières nationales, il faut distinguer différents types de frontaliers, dont l'importance quantitative est difficile à évaluer, dû partiellement au manque d'informations y relatives :

Frontaliers atypiques / typiques

A la différence du frontalier typique, qui fait la navette entre sa région d'origine et son lieu de travail, le terme de frontalier atypique est appliqué aux personnes qui viennent travailler dans leur région d'origine. Les frontaliers atypiques sont donc des personnes qui ont établi leur lieu de résidence dans un pays limitrophe, comme par exemple le nombre croissant de Luxembourgeois qui s'installent en Allemagne, en Belgique et en France, ou bien les Allemands qui résident en Lorraine (IBA 2009: 69ff. et Wille / Kuntz 2006). Dans la littérature correspondante, ils sont également désignés comme « faux frontaliers » (Cocher / Perrin 1993: 13).

Frontaliers d'adoption / natifs

En outre, on distingue les frontaliers qui ont grandi dans leur actuelle région de résidence (frontaliers natifs) et ceux qui ont grandi dans une région plus éloignée et qui ont établi leur lieu de résidence à proximité de la frontière du pays dans lequel ils travaillent (frontaliers d'adoption) (Berger 2005). Cette

distinction joue souvent un rôle dans le cadre de la montée des prix des loyers et de l'immobilier dans la région frontalière.

Frontaliers virtuels

On désigne comme frontaliers virtuels les intérimaires, qui sont bien enregistrés dans les statistiques officielles comme frontaliers, mais qui de facto ne franchissent pas de frontière nationale (Wille / Kuntz 2006). Ainsi p.ex. des Belges qui sont inscrits dans une agence d'intérim luxembourgeoise et donc enregistrés en tant que frontaliers dans les statistiques luxembourgeoises, mais qui sont envoyés dans une entreprise française. Il est également envisageable que des frontaliers soient détachés par une agence d'intérim luxembourgeoise dans une entreprise proche de leur lieu de résidence, et que de cette façon ces travailleurs ne se distinguent pratiquement plus des salariés locaux. Le détachement d'intérimaires est pratiqué au Luxembourg parce qu'il génère des avantages pour l'entreprise qui recrute (Clément 2008).

Dans ce qui suit, ces catégories seront utilisées pour bien éclairer certaines évolutions dans le domaine des frontaliers dans la Grande Région, même si les frontaliers typiques tels qu'ils ont été définis plus haut resteront au centre de l'intérêt.

L'observation des frontaliers peut se faire sous des axes différents, même si les perspectives retenues peuvent être liées entre elles. D'abord, on peut considérer les régions de résidence des frontaliers, et ainsi leur pays d'origine (living-place-perspective).



*Panneaux indicateurs à Schengen
Photo : C. Wille 2009*

Par analogie, on peut observer le lieu de travail des frontaliers (working-place-perspective). Les deux angles d'analyse sont surtout pertinents lorsqu'il s'agit en l'occurrence de régions dans lesquelles les salariés sont très mobiles et lorsque les soldes de frontaliers ou les évolutions

dans les domaines du logement, du marché de l'emploi, de l'économie et du social sont à examiner. La combinaison des angles d'analyse présentés, qu'on peut désigner comme « place-to-place-perspective », mène à l'examen des flux de frontaliers, flux qui se déduisent des données statistiques sur les régions de résidence et les lieux de travail. Par la suite, l'analyse de la perspective « place-to-place » relative aux salariés frontaliers sera placée au premier plan, bien qu'il faille souligner quelques difficultés concernant les données statistiques disponibles :

Sources de données

L'une des difficultés que représente la collection de données réside dans le fait que l'étude concernant les frontaliers dépasse le domaine de compétence des statistiques nationales officielles, au sens propre comme au sens figuré. Ainsi, il est vrai que les statistiques régionales officielles donnent des informations concernant le nombre de frontaliers qui arrivent dans leur région ou qui la quittent (living-place- resp. working-place-perspective), mais les données concernant le nombre de personnes qui quittent la région de résidence considérée divergent souvent des données concernant ces mêmes personnes qui arrivent dans la région où se trouve leur lieu de travail.

Ces divergences, qui résultent des différences de nomenclatures utilisées pour les statistiques nationales officielles ou bien de jours de référence différents, exigent la transparence et que soit décidé également quelles sources de données servent de base à l'analyse des flux de frontaliers.



Signes caractéristiques

Il faut signaler en outre que les signes caractéristiques concernant les frontaliers fournis par les statistiques officielles (p.ex. âge, sexe, statut, secteurs d'activités, etc.) sont exploités de manière très différente selon les sources de données ou la direction des flux, ce qui limite partiellement une analyse comparative des flux de frontaliers dans la Grande Région.

La conséquence en est qu'il faut utiliser à la fois des sources de données des régions de résidence et mais aussi des régions de lieux de travail des frontaliers concernés, pour pouvoir réaliser une description détaillée des évolutions. Ainsi l'administration des statistiques de la région de résidence peut-elle donner des informations concernant les lieux de résidence des frontaliers, et l'administration de la région de travail peut-elle fournir des renseignements concernant les lieux de travail.

Les deux informations doivent être prises en compte, même si le nombre global des frontaliers se déplaçant dans les directions concernées diverge en fonction des sources provenant soit de la région de résidence, soit du lieu de travail.

Le premier accord Schengen a été conclu en 1985. Photo : C. Wille 2009

Différenciation régionale

Enfin, il faut rester attentif au fait que le nombre de frontaliers entrants et sortants sont signalés par les offices statistiques régionaux selon des classifications régionales différentes. Ainsi, il arrive que le nombre des frontaliers quittant la région soit calculé au niveau régional, et celui des frontaliers arrivant sur leur lieu de travail par contre uniquement au niveau national. Il existe p.ex. des données sur le nombre des Wallons travaillant en France ainsi que sur le nombre des Français actifs en Wallonie, mais aucune information n'est disponible concernant le nombre de frontaliers venant de Lorraine et entrant en Wallonie et inversement. L'obtention des données correspondantes nécessite des évaluations spécifiques entraînant des efforts considérables sur les plans organisationnel et financier.



A l'intérieur de l'espace Schengen, les frontières sont perméables

Photo : C. Wille 2009

Malgré ces difficultés, il est possible de dresser des constats relativement complets au sujet des flux de frontaliers les plus importants à l'intérieur de la Grande Région et de leurs évolutions durant les dix dernières années (1998-2008). Les sources de données pertinentes ainsi que la perspective de description adoptée le cas échéant y inclus la différenciation régionale sont à chaque fois explicitées ici de façon à rendre la lecture compréhensible et intelligible.

Pôle de mobilité Sarre-Lorraine-Luxembourg-Rhénanie-Palatinat

Le pôle de mobilité « Sarre – Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat » considéré ici concentre env. 58 000 salariés frontaliers. En l'occurrence, il s'agit en première ligne du flux des Français vers la Sarre et vers la Rhénanie-Palatinat, en augmentation depuis la fin des années 1960, ainsi que des mouvements de frontaliers, apparus depuis quelques années seulement, se déplaçant de ces länder vers le Luxembourg.

L'observation des flux montre que le nombre de frontaliers dans cet espace s'est accru durant les dix dernières années. Si le flux de frontaliers se déplaçant de France vers la Sarre et la Rhénanie-Palatinat est bien en régression, pour des raisons qui sont encore à expliquer, ce sont avant tout les mouvements de frontaliers partant des länder allemands en direction du Luxembourg qui ont contribué à une croissance notable de l'emploi des frontaliers.

Avec l'accroissement du nombre de frontaliers s'est développée, à côté des services de consultation correspondants des syndicats nationaux et de leurs confédérations interrégionales ainsi que de leurs coopérations dans le cadre de l'EURES (cf. ci-dessous), une initiative de frontaliers pour les frontaliers, privée dans un premier temps. Le site Internet, qui s'adresse à des frontaliers germanophones et francophones (www.diegrenzgaenger.lu resp. www.lesfrontaliers.lu), existe depuis 2001 resp. 2002 et compte depuis 2003 parmi les cinq sites Internet les plus visités au Luxembourg (Gérard 2008 / Müller 2008).



En 2008, le site Internet a été racheté par une grande entreprise de médias luxembourgeoise. Il propose, à côté des actualités du jour concernant les régions de résidence et le Luxembourg, des informations utiles sur le monde du travail dans le Grand-Duché.

Des frontaliers sur leur trajet de travail
Photo : C. Wille 2009

On y trouve en plus d'une calculatrice de revenus entre autres des offres d'emploi, des indications sur la fiscalité et sur les prestations sociales ainsi que des informations actuelles concernant le trafic. La majeure partie du contenu est axée sur la « communautarisation » (Vergemeinschaftung) sociale des frontaliers et des Luxembourgeois. Y contribuent un outil dit place du marché (Marktplatz) sur le site germanophone avec de nombreuses rubriques (p.ex. logement, achat/vente, etc.) et divers forums thématiques, qui permettent aux membres de discuter.

Un apport non négligeable à ces discussions est fourni par le biais d'une newsletter, qui oriente l'utilisateur vers les pages Internet, sur lesquelles il peut immédiatement réagir par écrit à une information



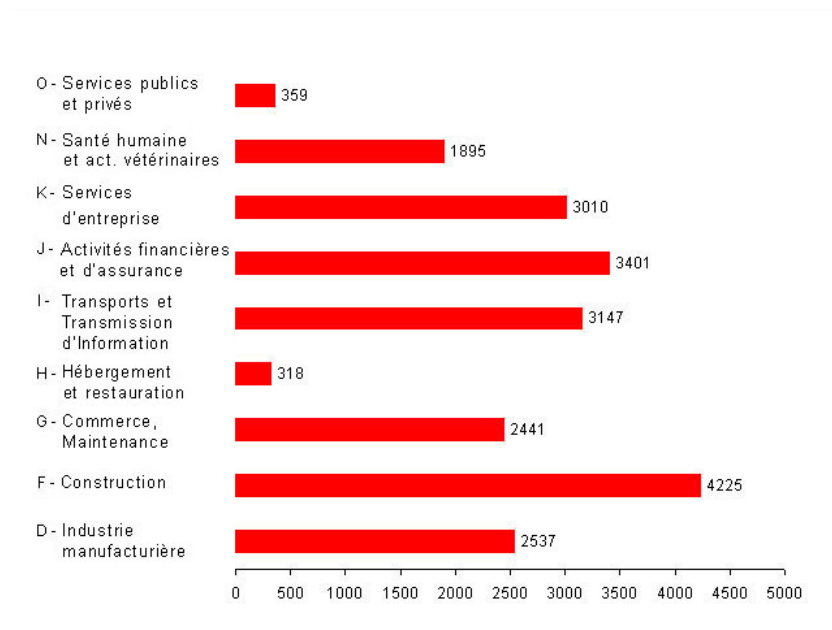
donnée. Le discours qui ressort de ces échanges thématiques et plus particulièrement les lignes de conflits reflètent des aspects socio-culturels typiques du phénomène transfrontalier, qui mériteraient d'être analysés de manière approfondie dans un autre cadre.

Frontaliers sur le chemin de retour. Photo : C. Wille 2009

EURES

EURES – « European Employment Services », le portail européen sur la mobilité de l'emploi, fut créé en 1991 par la Commission Européenne pour informer employeurs et salariés sur le marché du travail européen. Pour satisfaire à la demande accrue en information, orientation et conseil de la main

d'œuvre mobile dans les régions transfrontalières, le réseau EURES a développé au niveau régional des « partenariats transfrontaliers EURES ».



Evolution de l'emploi des frontaliers se déplaçant d'Allemagne vers le Luxembourg par secteurs d'activité (NACE), (1998-2008)

Source : IGSS, calculations IBA / OIE

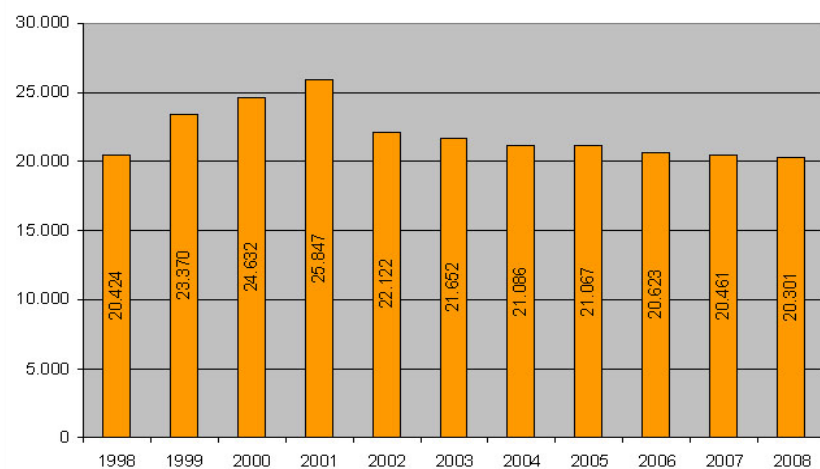
peén de Développement" (EURES-T PED), qui rassemble la Lorraine, le Grand-Duché de Luxembourg et la province de Luxembourg en Belgique.

Dans la Grande Région, il existe le partenariat "EURES Transfrontalier Sarre-Lorraine-Luxembourg-Rhénanie-Palatinat" (EURES-T SLLR) ainsi que "EURES Transfrontalier Pôle Euro-

Lorraine - Sarre

Le flux des frontaliers qui viennent de France vers la Sarre fait référence à une longue tradition, ainsi qu'en témoignent entre autres les activités de consultation de la chambre du travail de la Sarre, qui depuis 1969 offre un service correspondant aux frontaliers (Rüth-Mailänder 1993: 18). Dans les années 1970, on enregistre les premières vagues massives d'embauches de Français en Sarre, ce qui s'explique en partie par les implantations des usines Ford et Michelin et par l'expansion de l'usine sidérurgique

de Dillingen. Un responsable du personnel travaillant dans le secteur de la métallurgie se souvient :



« Je peux encore me rappeler du temps où nous avons recruté les Français de Lorraine. C'était en 1972 ou 1973, le chef du personnel était allé personnellement dans les bistrotts et y avait recruté les gens pour la nouvelle aciérie et le nouveau laminoir. »

Frontaliers venus de France en Sarre 1998-2008. Source : BA

Depuis, le nombre de frontaliers n'a cessé d'augmenter, jusqu'au tournant 2001. Ce tournant est en premier lieu dû à une modification du recensement des données statistiques, puisque, à partir de 2002, les intérimaires venant de France et travaillant en Allemagne ne sont plus répertoriés de manière centralisée en Sarre, mais directement sur leurs lieux de travail respectifs (EURES 2007). Après 2002, une régression réelle du nombre des frontaliers venant de France est malgré tout à noter, et en 2006, ils étaient pour la première fois moins de 21 000. Il faut tenir compte ici du fait que parmi les personnes

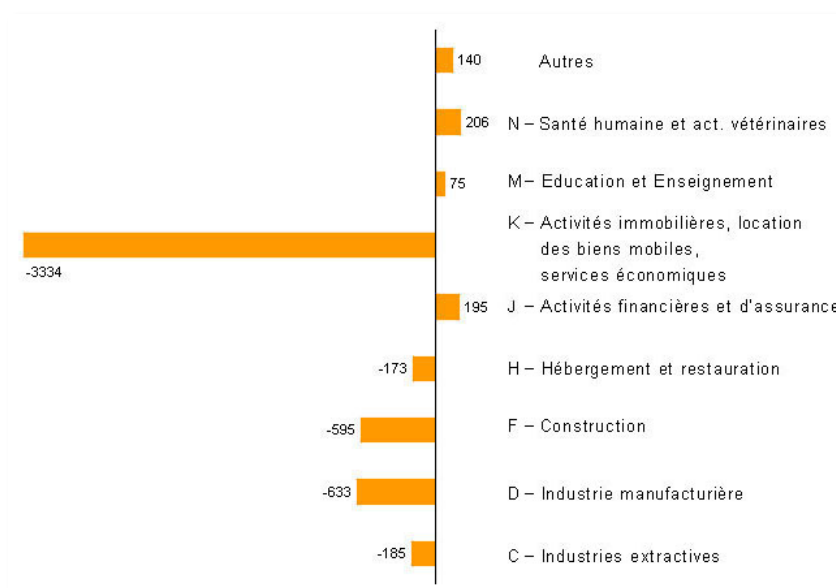


qui font la navette depuis la France, on compte tout juste un tiers d'Allemands (6 678), dont le nombre a augmenté de 27,2% depuis 1998.

Metrolor Saarbrücken-Metz. Photo : TER Lorraine

A l'opposé, dans la même période (1998-2008), la part des Français qui font la navette vers la Sarre se réduit de 10,4%. Sans

l'évolution positive du phénomène des frontaliers atypiques, la régression du flux de frontaliers de France vers la Sarre serait beaucoup plus prononcée. Les causes évoquées pour le recul esquissé du nombre de frontaliers venant de France sont, mise à part la situation difficile sur le marché du travail sarrois, avant tout la concentration des frontaliers dans l'industrie de transformation, secteur dans lequel environ 3 000 emplois ont été supprimés entre 2003 et 2005 (Batto / Neiss 2007: 2). Une autre explication réside dans la barrière linguistique qui se fait sentir de plus en plus, étant donné que les nouvelles générations maîtrisent beaucoup moins bien le dialecte lorrain.



*Evolution de l'emploi des frontaliers se déplaçant de France vers la Sarre par secteurs d'activité 2000-2008 (nombre d'emplois)
Source : BA, calculations propres*

Le changement des générations est visible ailleurs également : en raison de la forte tradition transfrontalière de la Sarre, les salariés plus âgés qui atteignent l'âge de départ à la

retraite ou qui quittent la vie active dans le cadre de la retraite anticipée, sont pour beaucoup des Lorrains. Dans la plupart des cas, ces emplois libérés ne sont plus occupés par la suite. (EURES 2007).



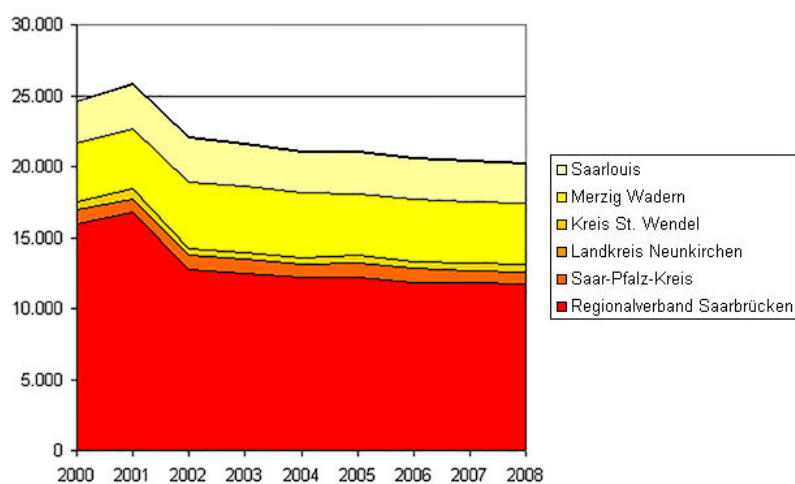
Comme déjà indiqué, l'industrie de transformation représente le secteur d'activité employant le plus de frontaliers venus de France en Sarre (46,1%), suivi des services liés aux entreprises (17,2%) ainsi que du commerce et des services de réparation (13,7%).

Un bus de la ligne Moselle-Saar 1 (MS1) de Sarrebruck à Saint-Avold en Lorraine, à la gare centrale de Sarrebruck.

Photo : Helfer 2009

Dans ces secteurs, on enregistre un recul du nombre d'emplois depuis 2000, et les services liés aux entreprises – chiffres rapportés aux seuls frontaliers actifs dans ce domaine – sont touchés le plus sévèrement avec -48,8%, suivis du secteur de la construction (-45,1%) et de l'industrie de transformation (-6,3%). Compte tenu de la répartition évoquée des salariés frontaliers venant de France selon les secteurs économiques, il n'est pas étonnant de constater qu'en 2008, les frontaliers travaillent en grande majorité sur les sites de l'industrie de transformation, resp. de la transformation des métaux, ou dans l'industrie automobile et de sous-traitance. Ainsi, plus de la moitié des frontaliers travaille dans la communauté urbaine de Sarrebruck (57,8%), un bon cinquième (21%) dans l'arrondissement de Sarrelouis et 13,8% dans l'arrondissement de Sarre-Palatinat.

La régression du nombre de frontaliers venant de France est particulièrement visible dans le pôle d'activité de la communauté urbaine de Sarrebruck, où le nombre de frontaliers s'est effondré d'un quart



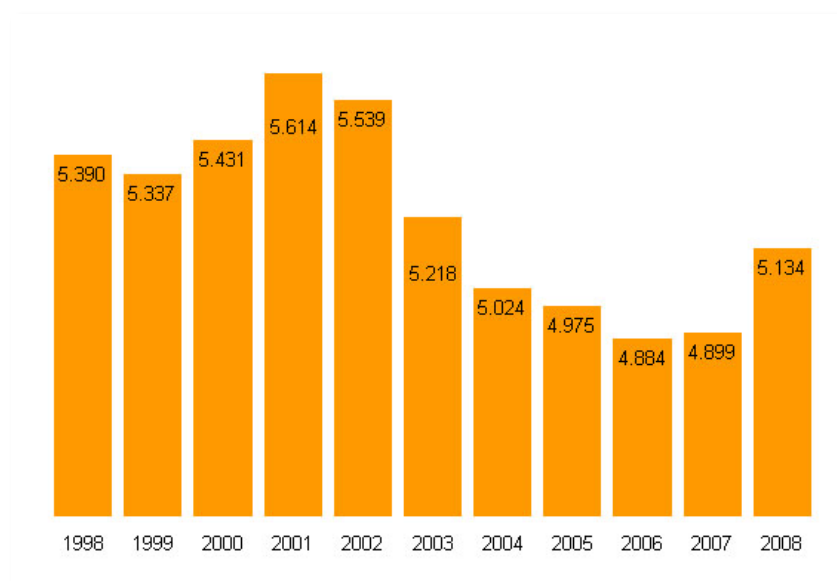
depuis 2000 et se situe aujourd'hui (2008) autour de 11 743 personnes. Avec 3,7%, l'arrondissement de Sarrelouis enregistre un léger accroissement du nombre de frontaliers durant la même période.

Frontaliers se déplaçant de France vers la Sarre selon leur lieu de travail 2000-2008 (arrondissements)
Source : BA, calculations IBA / OIE

Lorraine - Rhénanie-Palatinat

Pour des raisons géographiques et structurelles, il existe aussi entre la Lorraine et la Rhénanie-Palatinat, depuis plusieurs décennies, d'étroites interdépendances des marchés du travail. Ces interdépendances concernent cependant moins de frontaliers qu'en Sarre. Ainsi, la Rhénanie-Palatinat comptait déjà 2 293 frontaliers de France en 1970 (Roussel 1971), mais aujourd'hui ils ne dépassent pas le seuil des 6 000 personnes.

En Rhénanie-Palatinat, des évolutions semblables à celles rencontrées en Sarre ont été constatées durant la dernière décennie. Ainsi le flux des Français faisant la navette vers le land est en régression depuis 2001. Une première reprise a été observée en 2007 (+0,3% par rapport à l'année précédente), et en 2008 finalement le nombre des frontaliers s'élevait à un total de 5 134 personnes, soit une augmentation de 4,8%.



Frontaliers se déplaçant de France vers la Rhénanie-Palatinat 1998-2008
Source : BA

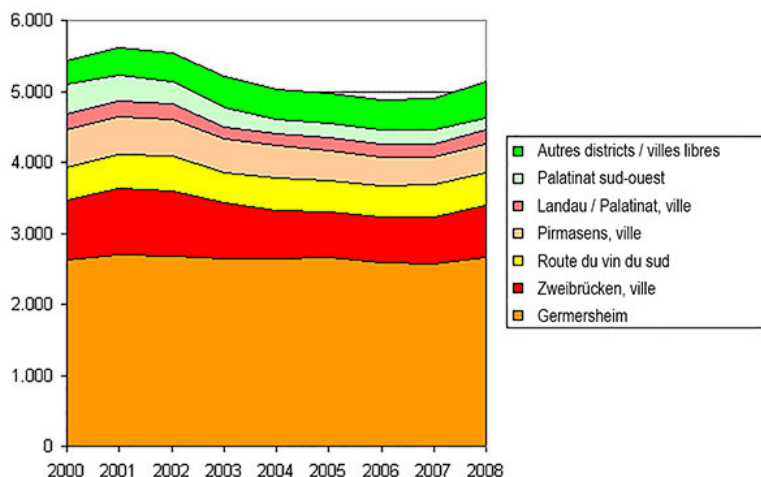
Le nombre de frontaliers venant de France est ainsi revenu à son niveau des années 2003 resp. 2004. Dans ce contexte, il est à souligner que le nombre des Allemands résidant en France et venant travailler en Rhénanie-Palatinat, qui constituent 20% du flux de

frontaliers entrants, est passé de 741 en 2000 à 1 039 en 2008 (40,2%). Dans le même temps, le nombre des Français faisant la navette s'est réduit de 12,7%. La part des frontaliers atypiques et leur évolution ne sont certes pas seules responsables de la nouvelle augmentation du nombre de frontaliers entrants, mais ont pu amortir de façon notable le recul du nombre de travailleurs venant de l'étranger entre 2001 et 2006.

La répartition des frontaliers venant de France selon leur lieu de travail en 2008 montre une concentration de ces lieux à proximité de la frontière. Plus de la moitié des frontaliers travaillent dans l'arrondissement de Germersheim (51,9%), suivi de loin par la ville de Zweibrücken (14,8%). Le rôle particulier joué par l'arrondissement de Germersheim avec ses sites industriels attire l'attention sur la part non négligeable de frontaliers français venant d'Alsace, qui y travaillent déjà depuis les années 1970. A mettre en évidence surtout la commune de Wörth, qui a connu une forte industrialisation.

Avec l'implantation de Daimler-Benz et de la raffinerie Mobil-Oil, un site générant environ 12 000 emplois a été créé à l'époque. Au début des années 1980, les frontaliers de France travaillant chez Daimler-Benz étaient originaires avant tout des communes des cantons alsaciens de Wissembourg, Haguenau, Bischwiller, Niederbronn, Lauterbourg et Soultz-sous-Forêts (Maier / Troeger-Weiss 1990: 276 et 280). Le recul du nombre de frontaliers (2000-2008) se fait particulièrement sentir dans l'arrondissement de la Südwestpfalz (-60,3%), dans les villes de Pirmasens (-26%) et Zweibrücken (-13,7%).

En revanche, l'arrondissement de Germersheim (1,7%), ainsi que les autres arrondissements resp. villes-arrondissements (52,5%) enregistrent un accroissement, de sorte que pour les frontaliers entrants en Rhénanie-Palatinat, une perte d'emplois de « seulement » 5,5% a été constatée entre 2000 et 2008.



Frontaliers venant de France vers la Rhénanie-Palatinat selon leur lieu de travail 2000-2008 (arrondissements / villes-arrondissements)

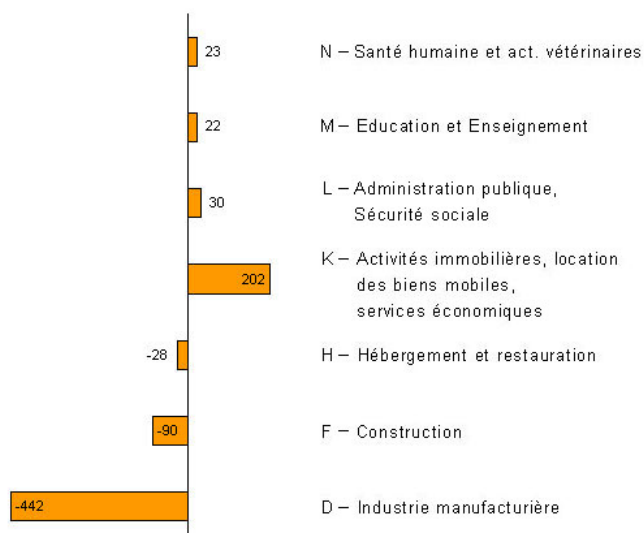
Source : BA, calculations IBA / OIE

En ce qui concerne les frontaliers en Rhénanie-Palatinat, il faut signaler, comme en Sarre, leur concentration extraordinairement élevée dans l'industrie de transformation. Comme

dans les années précédentes, les frontaliers français sont employés en 2008 à près de 70% dans cette branche.

En outre, le commerce et les services de réparation ainsi que les services liés aux entreprises représentent, avec 7,6% resp. 6,9%, des secteurs d'activités rassemblant une bonne part des frontaliers. Entre 2000 et 2008, les frontaliers en Rhénanie-Palatinat ont dû subir des pertes d'emploi notamment dans les secteurs de l'industrie de transformation (-10,9%) et de la construction (-45%). Pourtant, la croissance des emplois dans le domaine des services liés aux entreprises (+132,9%) a pu en partie

compenser le recul des emplois dans les secteurs précédemment cités.

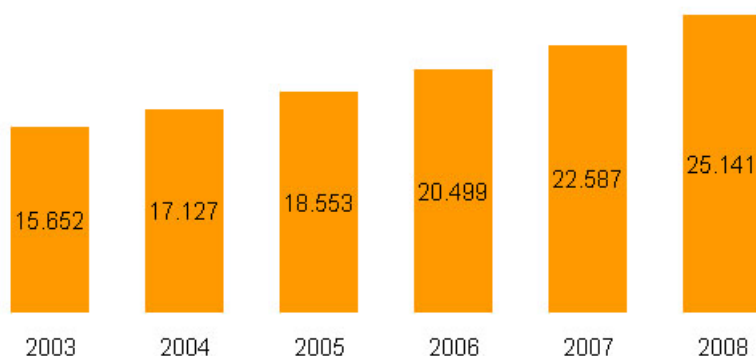


Evolution de l'emploi des frontaliers venant de France vers la Rhénanie-Palatinat selon les secteurs d'activité 2000-2008 (nombre d'emplois)

Source : BA, calculations propres

Rhénanie-Palatinat - Luxembourg

En raison de sa situation géographique, la Rhénanie-Palatinat a enregistré un nombre relativement élevé de frontaliers se déplaçant vers le Luxembourg. Au milieu des années 1990 (1994), on comptait 6 938 frontaliers partant travailler au Luxembourg (Statec 1995: 195), dix ans plus tard leur nombre a plus que doublé. Ainsi, depuis 2003, on peut constater en Rhénanie-Palatinat un accroissement rapide du nombre de frontaliers partant vers le Luxembourg, tout comme en Sarre – mais à un niveau quantitativement supérieur. Entre 2003 et 2008, le flux des frontaliers a augmenté d'environ deux tiers (60,6%). Les raisons de cette progression du nombre de frontaliers se trouvent dans un premier lieu dans la combinaison entre offres et demandes d'emploi, mais il faut inclure au même titre les mouvements migratoires.



Frontaliers venant de Rhénanie-Palatinat vers le Luxembourg 2003-2008

Source : BA, calculations IBA / OIE

Ainsi, il est connu que des frontaliers, qui viennent de länders plus éloignés, installent souvent leur première résidence tout près de la frontière luxembourgeoise, pour des raisons de

proximité géographique et de prix de l'immobilier avantageux par rapport à ceux pratiqués au Luxembourg. La part des frontaliers d'adoption nouvellement installés en Rhénanie-Palatinat ne peut pas être définie, mais on peut supposer qu'eux aussi contribuent notablement à l'accroissement du nombre de frontaliers se déplaçant de Rhénanie-Palatinat vers le Luxembourg. Ces frontaliers d'adoption représentent 10% de l'ensemble des frontaliers venant d'Allemagne et travaillant au Luxembourg (Berger 2005).

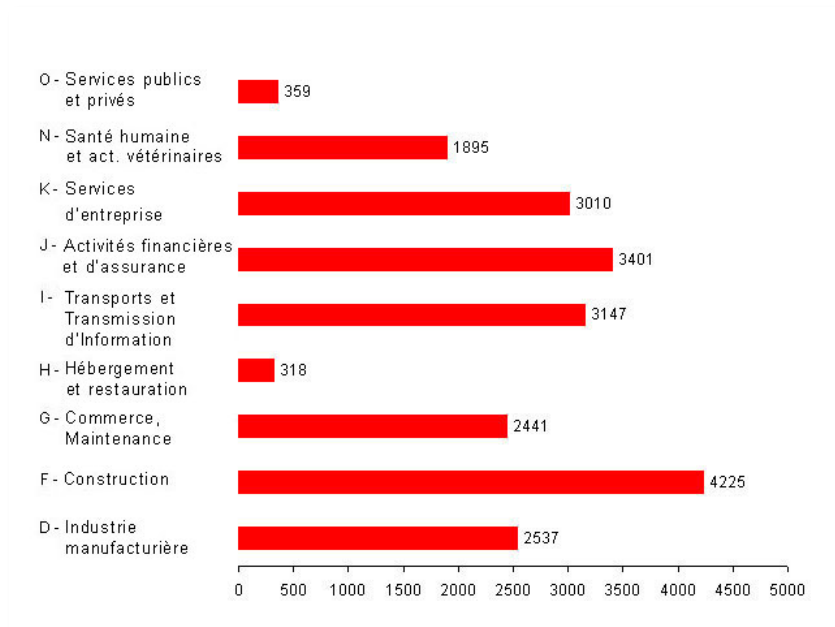
	2006	2007	2008
Région Trèves	19.982	21.977	24.409
Région Coblenche	373	440	520
Région Rheinhesse-Palatinat	144	170	212
<i>dont Région Westpfalz</i>	69	75	103
Rhénanie-Palatinat total	20.499	22.587	25.141

Frontaliers venant de Rhénanie-Palatinat vers le Luxembourg selon les régions de résidence 2006-2008. Source : IGSS, calculations IBA / OIE

Le « bassin versant » des frontaliers faisant la na-

vette vers le Luxembourg se concentre sur la région de Trèves, où résident pas moins de 97% des frontaliers. Ceci n'implique pas seulement des évolutions en matière d'infrastructures ferroviaires et routières (l'élargissement du pont de la Moselle entre Igel et Wasserbillig par exemple), mais la région de Trèves fait également partie, si on se rapporte au revenu moyen, des régions les plus riches de Rhénanie-Palatinat, ce qui est imputable aux 24 409 frontaliers qui y résident. En plus, trois arrondissements proches de la frontière prennent visiblement de l'importance : 42,5% des frontaliers partant de Rhénanie-Palatinat vivent dans l'arrondissement de Trèves-Sarrebourg, un bon quart (25,9%) dans

l'arrondissement de Bitbourg-Prüm, et enfin 22,2% résident dans la ville de Trèves. Si l'on considère l'augmentation du nombre de frontaliers, un certain seuil de saturation paraît être atteint dans la région de Trèves. Alors qu'ici le nombre de frontaliers ne s'est accru que de 22,2% entre 2006 et 2008, se maintenant ainsi dans la moyenne, les taux d'accroissement dans la région de Coblenze et en Hesse rhénane-Palatinat sont notablement supérieurs avec 39,4% resp. 47,2%.



Evolution de l'emploi des frontaliers se déplaçant d'Allemagne vers le Luxembourg selon les secteurs d'activité (NACE) 1998-2008. Source : IGSS, calculations IBA / OIE

En ce qui concerne les lieux de travail des frontaliers se déplaçant au Luxembourg, aucune information n'est disponible. Une étude menée en 2005 aboutit cependant à la conclusion que les Allemands actifs au Luxembourg travaillent surtout à

Luxembourg-ville et dans l'est du Luxembourg, ce qui corrobore les résultats de l'enquête de 1994 (Statec 1995: 229-233). Parmi les communes dans lesquelles travaille la majeure partie des frontaliers venant d'Allemagne, on compte en 2002 Luxembourg-ville (28,3%), Echternach (7,7%), Grevenmacher (6,1%), Merttert (5,8%) et autres (52,2%) (Schneider / Ramm 2005: 15).

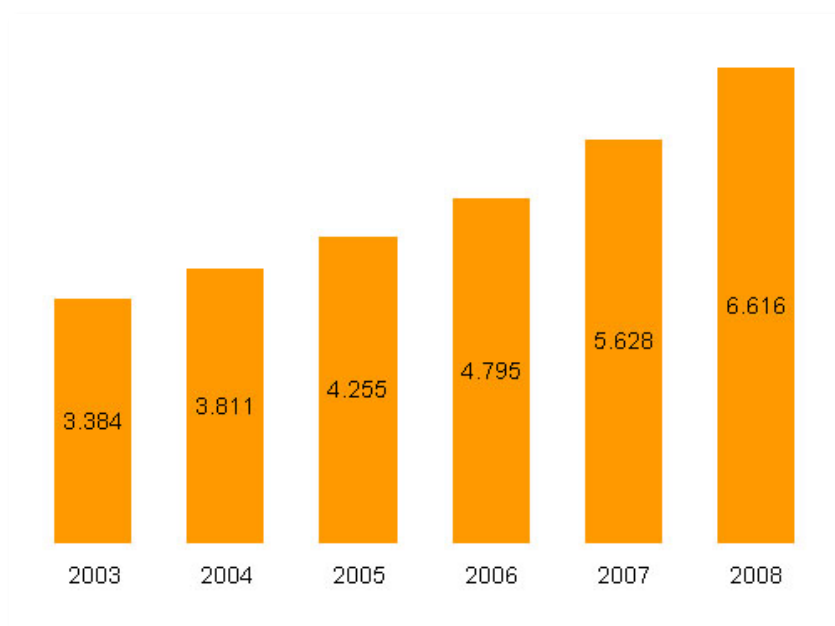
De même on ne dispose d'aucune d'information concernant la répartition des frontaliers venant de Rhénanie-Palatinat selon les secteurs d'activité. Mais des indications peuvent être données au sujet des frontaliers venant d'Allemagne et travaillant au Luxembourg : En 2008, ces derniers travaillaient en premier lieu dans le secteur de la construction (18,3%), suivi de près par le secteur du crédit et des assurances (16,3%) ainsi que par les transports et communications (14,5%) et par l'industrie de transformation (13,8%).

Si l'on considère l'évolution des emplois des frontaliers venant d'Allemagne et travaillant au Luxembourg (1998-2008), on constate qu'ils ont repris la plupart des postes dans le secteur de la construction (4 225), suivi des crédits et des assurances (3 401), des transports et communications (3 147) et des services liés aux entreprises (3 010).

Sarre - Luxembourg

Les salariés venant de la Sarre et faisant la navette vers le Luxembourg constituent un phénomène assez récent. Leur nombre, atteignant 1 305 personnes en 1994 (Statec 1995: 44 et 195), s'est élevé à 3 384 en 2003. Depuis, la part des frontaliers venant de Sarre a doublé (2008: 6 616), et cette évolution s'est encore intensifiée depuis 2006. L'attraction du marché du travail luxembourgeois, qui exerce son pouvoir surtout dans les zones proches de la frontière en Sarre du Nord, est imputable à divers facteurs. Ainsi, beaucoup de salariés sont confrontés à une situation difficile sur le marché du travail

sarrois, bien à l'opposé de l'offre d'emplois et des potentialités attractives de revenus au Luxembourg, ces avantages étant d'autant plus profitables pour les frontaliers sarrois que des infrastructures routières optimisées se sont développées ces dernières années en direction du Grand-Duché.



Frontaliers venant de Sarre vers le Luxembourg 2003-2008. Source : BA, calculations IBA / OIE

Ceci est confirmé en 2007 par un responsable du personnel luxembourgeois travaillant dans le secteur de la santé : « En ce moment, nous sommes submergés par des candidatures venues d'Allemagne. Entre-temps cela concerne également des personnes habitant à Sarrebruck. Depuis que la construction de l'autoroute là-bas a été ache-

vée il y a quelques années, il y a soudain eu des demandes en masse venant de Losheim, de Sarrebruck, etc. ».

En ce qui concerne le « bassin versant » des frontaliers partant pour le Luxembourg, l'effet frontière apparaît de façon marquée. En 2008, près de deux tiers des frontaliers sarrois travaillant au Luxembourg résident dans le seul arrondissement de Merzig-Wadern, proche de la frontière, et 18% dans



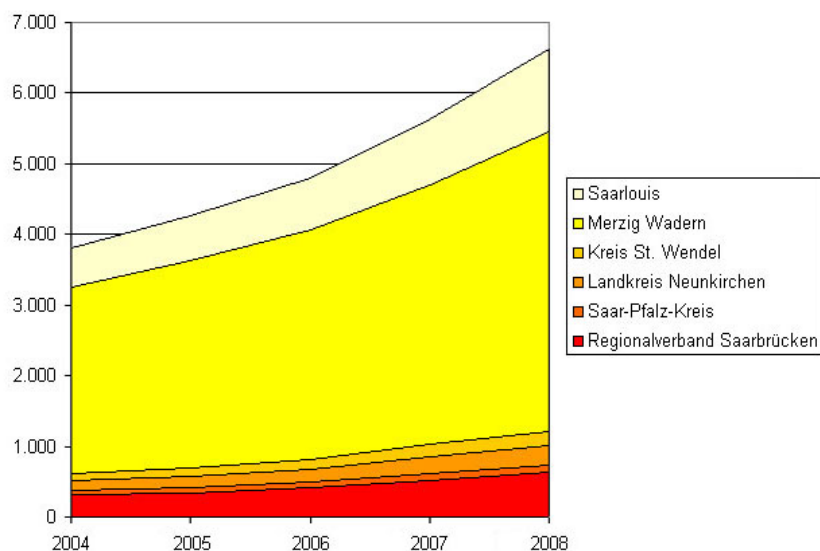
l'arrondissement voisin de Sarrelouis. En considérant les évolutions des années passées, c'est surtout l'arrondissement de Sarrelouis qui enregistre, entre 2004 et 2008, une augmentation de 112% du nombre de frontaliers y résidant, suivi de près par l'arrondissement de Sarre-Palatinat (102%), de la communauté régionale de Sarrebruck (101%) et de l'arrondissement de St. Wendel (97%). En revanche, dans l'arrondissement de Merzig-Wadern, qui concentrait en 2004 70% des frontaliers faisant la navette vers le Luxembourg, le nombre des frontaliers travaillant au Luxembourg a augmenté de « seulement » 60%. D'un côté, cette évolution indique un élargissement du territoire dans lequel le marché de l'emploi luxembourgeois recrute.

Bretelle d'accès à l'autoroute près de la station-service de Schengen

Photo : C. Wille 2009

D'un autre côté, elle met en évidence la disponibilité restreinte d'habitations attractives et l'augmentation des prix fonciers et immobiliers dans l'arrondissement de Merzig-Wadern, phénomènes qui incitent les frontaliers, qui veulent être géographiquement plus près de leur emploi au Luxembourg, à s'installer dans d'autres régions proches de la frontière comme p.ex. l'arrondissement de Saarlouis. En ce qui concerne les lieux de travail des frontaliers venant de Sarre et se déplaçant au Luxembourg, aucune information n'est disponible. Une étude menée en 2005 aboutit cependant à la conclusion que les Allemands actifs au Luxembourg travaillent surtout à Luxembourg-ville et dans l'Est du Luxembourg, ce qui corrobore les résultats de l'enquête de 1994 (Statec 1995: 229-233). Parmi les communes

dans lesquelles travaille la majeure partie des frontaliers venant d'Allemagne, on compte en 2002 Luxembourg-ville (28,3%), Echternach (7,7%), Grevenmacher (6,1%), Merttert (5,8%) et autres (52,2%) (Schneider/Ramm 2005: 15).



Frontaliers venant de Sarre vers le Luxembourg selon les arrondissements de résidence 2003-2008

Source : IGSS, calculations IBA / OIE

De même on ne dispose d'aucune d'information concernant la répartition des frontaliers venant de Sarre selon les secteurs d'activité. Mais des indications peuvent être données au sujet des frontaliers venant d'Allemagne et travaillant au Luxembourg : En 2008, ces derniers travaillaient en premier lieu dans le secteur de la construction (18,3%), suivi de près par le secteur du crédit et des assurances (16,3%) ainsi que par les transports et communications (14,5%) et par l'industrie de transformation (13,8%). Si l'on considère l'évolution des emplois des frontaliers venant d'Allemagne et travaillant au Luxembourg (1998-2008), on constate qu'ils ont repris la plupart des postes dans le secteur de la construction (4 225), suivi des crédits et des assurances (3 401), des transports et communications (3 147) et des services liés aux entreprises (3 010).

Pôle de mobilité Lorraine-Luxembourg-Wallonie

Le pôle de mobilité « Lorraine – Luxembourg – Wallonie » étudié ici concentre à peu près 134 000 travailleurs transfrontaliers. Il s'agit ici en premier lieu du flux des frontaliers faisant la navette de Lorraine vers le Luxembourg, croissant depuis les années 1990, et du mouvement de frontaliers se déplaçant de Wallonie vers le Grand-Duché, en constante augmentation lui-aussi. Il s'agit ici de prendre en compte également les travailleurs transfrontaliers qui font la navette entre la Wallonie et la France voisine. Ainsi, le flux des salariés qui passent de France vers la Wallonie augmente de façon continue, tandis que les chiffres des frontaliers venant de Wallonie et travaillant en France n'affichent qu'une croissance modérée.



La frontière luxembourgo-wallonne près de Sterpenich

Photo : C. Wille 2009

Au contraire du pôle de mobilité « Sarre – Lorraine – Luxembourg – Rhénanie-Palatinat » le Grand-Duché joue ici un rôle largement plus important en tant que région d'emploi. Les 146 669 frontaliers au total qui font la navette vers le Luxembourg représentent env. 43% des salariés du

marché de l'emploi luxembourgeois, dont la moitié vient de France, resp. en majeure partie de Lorraine. Cette occupation extraordinairement élevée des emplois par des frontaliers dans le deuxième plus petit pays en Europe a mené à une situation atypique voire paradoxale sur le marché travail : Alors que les possibilités d'emploi dans le Grand-Duché ont plus que doublé ces 25 dernières

années, en raison notamment du boom des services liés aux entreprises, le taux de chômage qui ne prend en compte que les salariés domiciliés sur place – ce qui exclut les frontaliers – augmente de nouveau.



Navette de la société de transport public wallonne TEC à la gare centrale de Luxembourg

Photo : Helfer 2009

Jusqu'au début des années 1990, le taux de chômage était inférieur à 2%, au milieu des années 1990 il dépassait déjà le seuil des 3%, pour atteindre, après à une reprise en 2003 – consécutif au changement de conjoncture (2001) – les 3,5%. Depuis, le taux a augmenté jusqu'à 4,4%, malgré la création de 55 000 nouveaux emplois (2008) (Ministère du Travail et de l'Emploi 2008: 14). Cette situation paraissant à première vue paradoxale, qui fait apparaître un taux de chômage croissant alors que le Luxembourg affiche une augmentation annuelle moyenne des emplois de 3,8% (2004-2008), ne peut être expliquée qu'en prenant en compte les frontaliers, qui ont occupé en moyenne deux tiers des emplois nouvellement créés.

Dans ce contexte se pose la question de savoir s'il est possible qu'existe une concurrence autour de l'emploi entre frontaliers et salariés autochtones. Dans le cadre du projet d'études « IDENT – Identités

socio-culturelles et politiques identitaires au Luxembourg » (Université du Luxembourg) la population résidente du Luxembourg a été confrontée à cette « problématique » de façon pointue :



Frontaliers rentrant le soir à la frontière luxembourgeoise

Photo : C. Wille 2009

Les frontaliers prennent-ils les emplois aux Luxembourgeois ? Les avis des personnes interviewées à propos de cette supposée concurrence sur le marché du travail vont de la récusation à l'avis que les Luxembourgeois au chômage devraient être embauchés à la place des frontaliers, en passant par l'indécision.

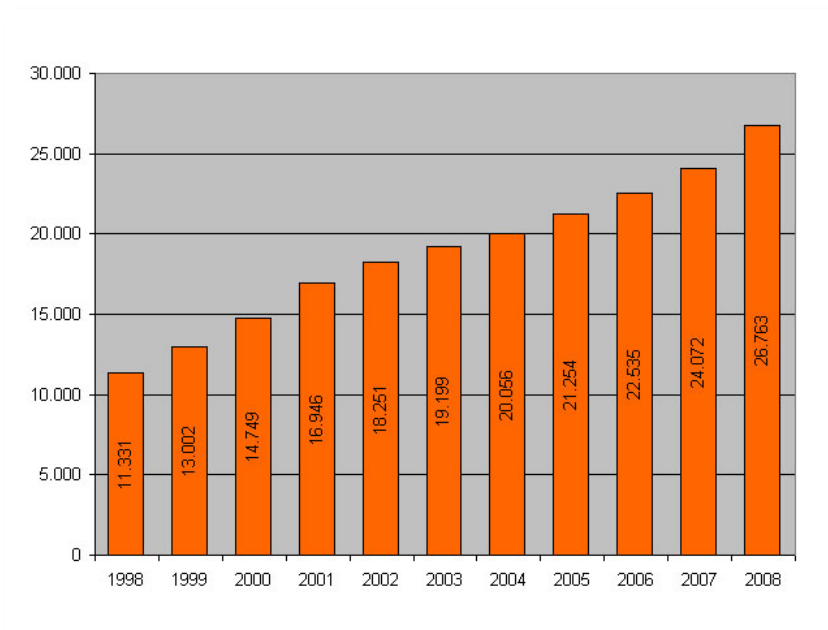
Les différentes argumentations des personnes interviewées tournent le plus souvent autour de la question de la qualification et partant de là autour du rapport de circonstance entre offre et demande de main d'œuvre. Il est à rappeler que les salariés autochtones ne disposent souvent pas des qualifications requises, ce qui implique que les entreprises aient recours aux frontaliers. Ou,

en d'autres mots : « *Le travail frontalier constitue une réponse quantitative, mais aussi qualitative aux besoins du marché luxembourgeois* » (Fehlen / Pigeron-Piroth 2009: 7).

Cette argumentation montre clairement que la concurrence autour de l'emploi mentionnée par certaines personnes interviewées est moins due à une concurrence sauvage qu'aux processus de matching du marché de l'emploi, qui attirent l'attention sur les qualifications partiellement inadéquates des salariés autochtones.

Lorraine - Wallonie

Les interdépendances des marchés de l'emploi entre la Wallonie et les régions françaises voisines, à savoir la Lorraine mais aussi la région Nord-Pas-de-Calais, existent déjà depuis 1900. Traditionnellement, il s'agissait plutôt de Belges qui travaillaient en France. Le sens de ce flux a pourtant été inversé après que les subventions de l'Etat français aient été supprimées à la suite du déclin de la métallurgie et de l'industrie textile dans le Nord de la France.



Frontaliers venant de France vers la Wallonie 1998-2008

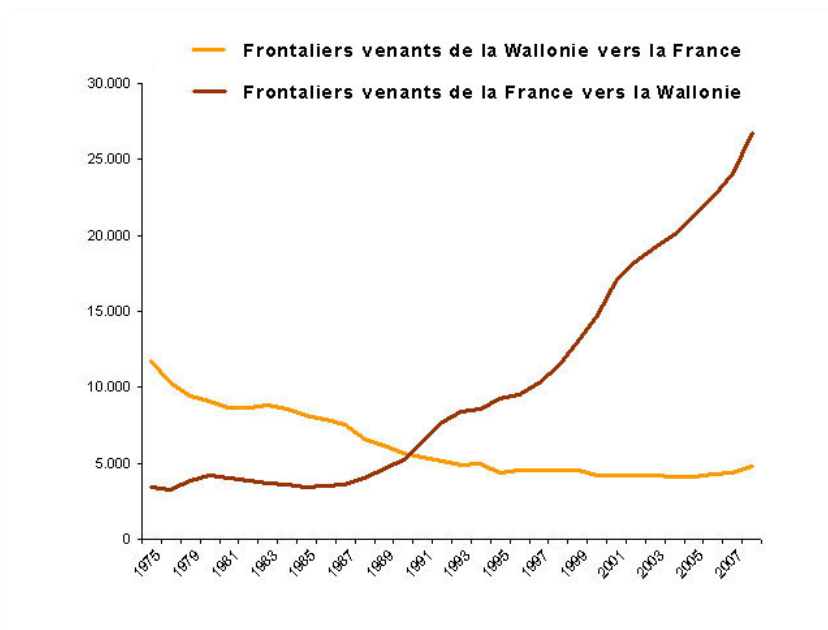
Source : INAMI

Ainsi, en 1975, seulement 3 500 Français travaillaient en Wallonie, en 1990 ils étaient déjà 5 000, et en 1998 la Wallonie comptait déjà 11 000 frontaliers venant de France. Entre 1998 et 2008 leur nombre a plus que doublé, le taux d'accroissement annuel dans les années 1999 à

2001 et 2007 à 2008 ayant été supérieur à 10%. En 2008, les frontaliers de France travaillaient avant tout dans les provinces limitrophes du Hainaut (72,5%) et du Luxembourg (21,8%).

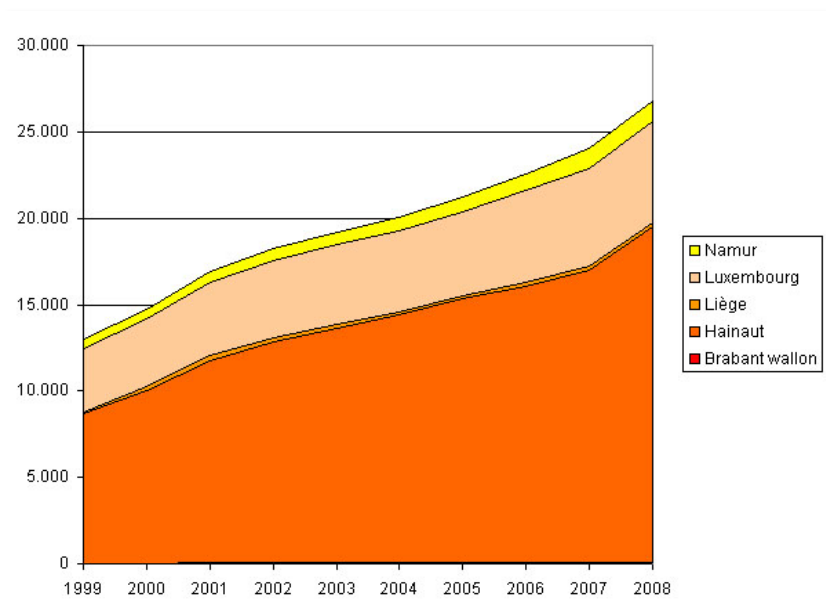
En ce qui concerne l'occupation des frontaliers, entre 1999 et 2008 on note un certain recul des emplois dans la province de Luxembourg (-6,4%), qui a cependant pu être compensé par une hausse des emplois dans la province du Hainaut (6,1%). Néanmoins, il faut remarquer que le Hainaut attire en

majorité des frontaliers du Nord-Pas-de-Calais situé géographiquement plus près, et que les frontaliers de Lorraine ont plutôt tendance à chercher un emploi au Luxembourg belge.



Evolution des flux de frontaliers entre la Wallonie et la France 1975-2008.

Source : INAMI, calculations propres



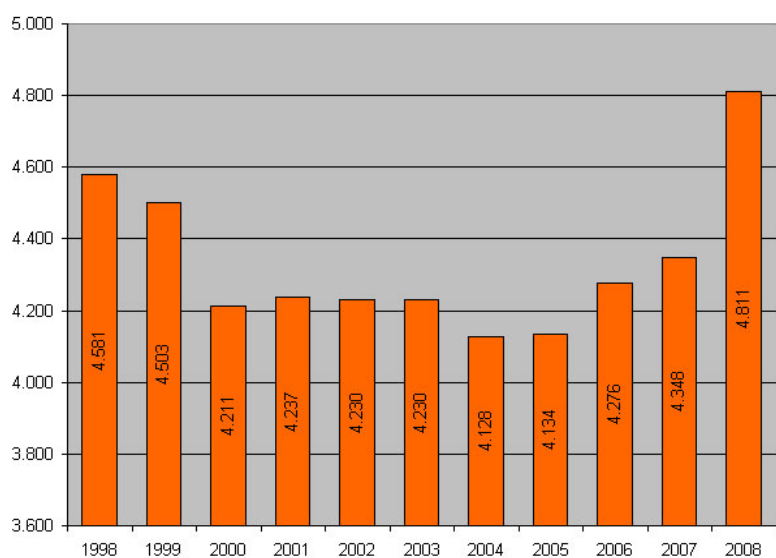
Dans ce contexte, on peut déduire que les frontaliers de Lorraine effectuent désormais de plus longs trajets pour rejoindre leur lieu de travail ou bien que c'est plutôt la région française du Nord-Pas-de-Calais qui profite de la croissance des emplois dans la province du Hainaut. Une vérification de ces réflexions n'est pas possible sur base des données actuellement disponibles.

Frontaliers venant de France vers la Wallonie selon leur lieu de travail 1999-2008 (provinces)

Source : INAMI

Wallonie - Lorraine

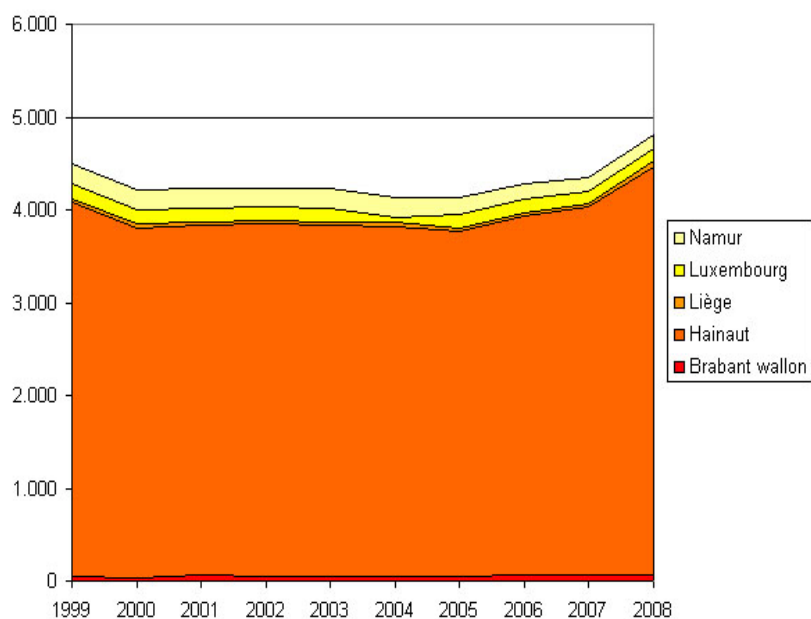
Depuis 1900, ce sont traditionnellement les Belges qui travaillaient dans les régions françaises voisines. Le sens de ce flux s'est pourtant progressivement inversé avec le déclin de l'industrie du charbon et de l'acier et des changements dans la politique de subvention de Paris. Le nombre des Wallons travaillant en France a ainsi diminué de 12 000 (1975) à 5 600 (1990) et n'était plus que de 4 500 personnes en 1998. Entre 1998 et 2008, le nombre de frontaliers wallons travaillant en France s'est accru de 5%, la



croissance ayant toutefois été relativement discontinuée. Les chiffres s'effondrent en 2000, atteignent leur point le plus bas en 2004, affichent de nouveau une croissance sensible en 2008 (10,6% par rapport à l'année précédente) et atteignent ainsi le niveau de 1994.

Frontaliers venant de Wallonie vers la France selon leur lieu de résidence 1999-2008. Source : INAMI

Les frontaliers faisant la navette en direction de la France habitent pour la plupart dans la province limitrophe du Hainaut (91,6%), région qui n'a pourtant connu, entre 1999 et 2008, qu'un accroissement de 9,2% du nombre des frontaliers. En revanche, le nombre des frontaliers dans les provinces de



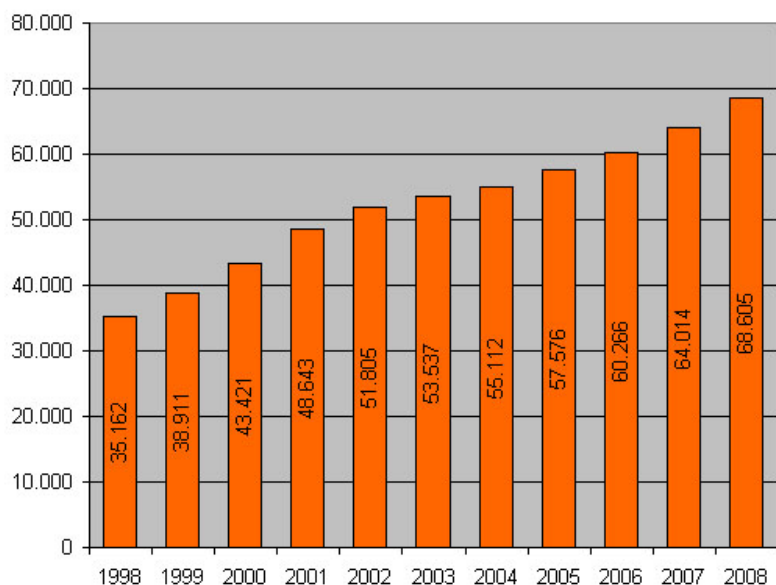
Liège (65,8%) et du Brabant wallon (30,4%), plus éloignées de la frontière, s'est particulièrement accru. Les provinces de Namur et de Luxembourg par contre enregistrent dans le même laps de temps, avec -27,9% resp. -25,2%, une diminution du nombre de frontaliers y résidant.

Frontaliers venant de Wallonie vers la France selon leur lieu de résidence 1999-2008 (provinces)

Source : INAMI

Lorraine - Luxembourg

Si le flux de frontaliers venant de Lorraine vers le Luxembourg était encore relativement faible dans les années 1970 (1975: 5 500), il a augmenté sensiblement dans les années 1980, en raison de la lenteur paralysante des restructurations en Lorraine et de l'offre de l'emploi dans le Grand-Duché. En 1990, il y avait déjà 14 940 personnes qui faisaient la navette de Lorraine vers le Luxembourg et leur nombre allait plus que doubler. En effet, dans les années 1990, le marché de l'emploi luxembourgeois, avec ses possibilités d'emplois attractifs dans le secteur des services, a joué un rôle d'aimant sur la Lorraine, de sorte que dès 1991 on comptait plus de frontaliers allant travailler au Luxembourg qu'en Allemagne :



"La Sarre a longtemps constitué la première région d'accueil pour les travailleurs lorrains, avant que le Luxembourg prenne le relais au début des années 90" (Lemmel 2007: 1). En 1998, déjà 35 162 frontaliers de Lorraine travaillent au Luxembourg.

Frontaliers venant de Lorraine vers le Luxembourg 1999-2008. Source : INSEE

Entre 1998 et 2008, le nombre de frontaliers a presque doublé (+95,1%), les chiffres ayant surtout augmenté de 1999 à 2001 (de plus de 10% par rapport à l'année précédente), et s'est encore plus accru en 2007 et 2008 (6% resp. 7% comparé à l'année précédente).



Frontaliers de la région Thionville/Longwy à la gare d'Esch-sur-Alzette (Luxembourg). Photo : C. Wille 2009

L'analyse du « bassin versant » des frontaliers lorrains travaillant au Luxembourg montre que l'attrait du marché du travail voisin ne se réduit pas du tout aux communes situées au nord de la Lorraine. Bien qu'en 2008, 57,3% resp. 20,1% des frontaliers lorrains travaillant au Luxembourg viennent uniquement des villes de Thionville resp. de Longwy, la région de recrutement sur laquelle se déploie le marché du travail luxembourgeois s'étend vers le Sud et l'Est de la Lorraine.

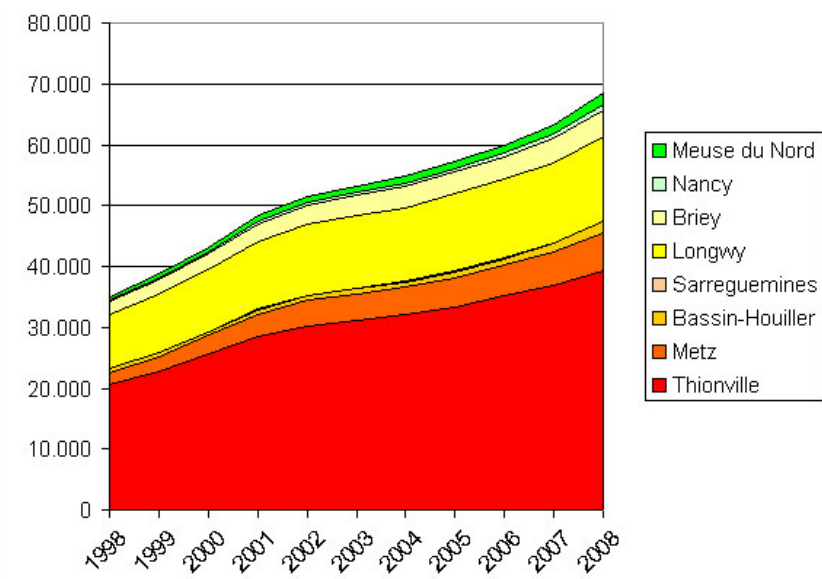
Ainsi les régions placées traditionnellement sous l'influence du marché du travail allemand, autour de Sarreguemines ou autour du bassin houiller, enregistrent avec 303,9% resp. 221,6% des augmentations fortes du nombre de frontaliers travaillant au Luxembourg. De même les régions autour de Metz et de Nancy dans le Sud de la Lorraine affichent une augmentation importante du nombre de frontaliers y résidant (210,6% resp. 147,5%). Compte tenu de l'élargissement du territoire sur lequel le marché du travail luxembourgeois recrute, il est à noter que les salaires obtenus au Luxembourg entraînent souvent une augmentation des prix fonciers et immobiliers dans les lieux de résidence des frontaliers.

D'après ce qu'on sait de l'observation des « centres de frontaliers » tels que Thionville ou l'arrondissement Trèves-Sarrebouurg, il est à noter qu'en raison de la demande immobilière et de la prospérité financière des frontaliers, les non-frontaliers résidents quittent leur région, parce qu'ils ne

peuvent plus assumer financièrement le niveau de plus en plus élevé des loyers locaux. (Geyer 2009: 145).

En ce qui concerne les lieux de travail des frontaliers venant de Lorraine et se déplaçant au Luxembourg, aucune information n'est disponible. Une étude menée en 2005 aboutit cependant à la conclusion que les Français actifs au Luxembourg travaillent surtout à Luxembourg-ville et dans le sud du Luxembourg, ce qui corrobore la tendance déjà mise en évidence en 1994 (Statec 1995: 229-233). Parmi les communes dans lesquelles travaille la majeure partie des Français, on compte Luxembourg-ville (38,2%), Esch/Alzette (10,9%), Dudelange (4,1%), Bettembourg (3,3%) et autres (43,5%) (Schneider / Ramm 2005: 15). De même on ne dispose d'aucune d'information concernant la répartition des frontaliers venant de Lorraine selon les secteurs d'activité. Mais des indications peuvent être données au sujet des frontaliers venant de France et travaillant au Luxembourg : En 2008, ces derniers travaillaient en premier lieu dans le secteur des services liés aux entreprises (26,8%), suivi par l'industrie de

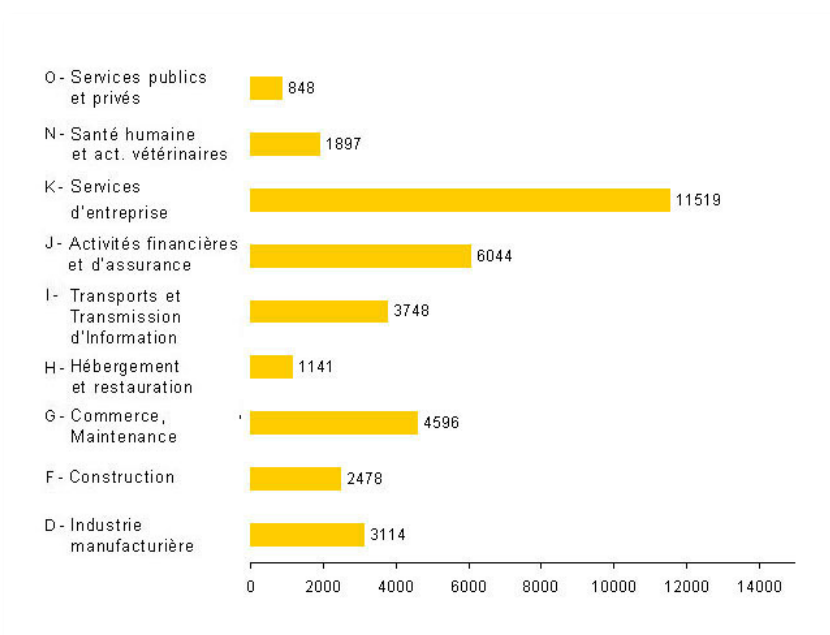
transformation (15,1%), par le commerce et les services de réparation (14,6%) ainsi que par le secteur des crédits et des assurances (12,0%).



Frontaliers venant de Lorraine vers le Luxembourg selon leur lieu de résidence 1999-2008 (zone d'emploi)
Source : INSEE

Si l'on considère l'évolution des emplois des frontaliers (1998-2008), on constate qu'ils ont repris la plupart des postes dans le secteur des services liés aux entreprises (11 519), suivi des

crédits et des assurances (6 044), du commerce et des services de réparation (4 596) et de l'industrie de transformation (3 114).

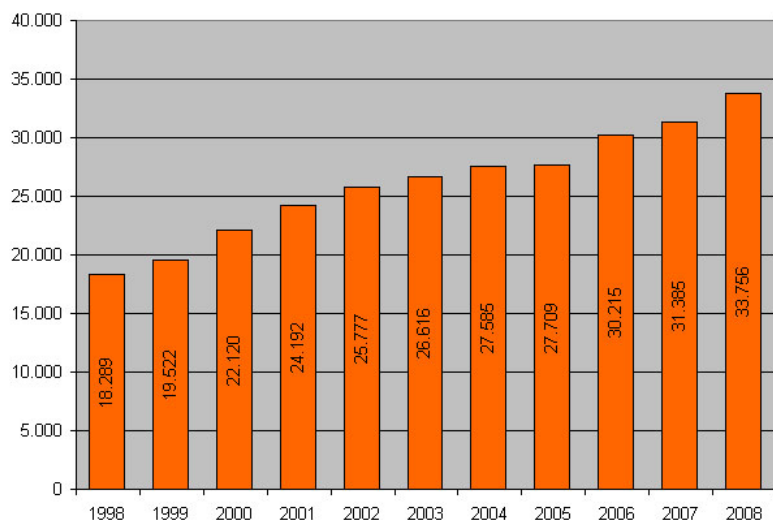


Evolution de l'emploi des frontaliers venant de France et travaillant au Luxembourg selon les secteurs d'activité (NACE) 1998-2008
Source : IGSS, calculations IBA / OIE

Wallonie - Luxembourg

Grâce à la modification en 1994 du traité belgo-luxembourgeois du 16/11/1959, des données fiables concernant les mouvements transfrontaliers entre la Wallonie et le Luxembourg sont disponibles, à partir de l'année 1996. Mais on peut supposer qu'auparavant, il existait déjà un nombre important de frontaliers de Wallonie partant travailler au Luxembourg, car dès 1994 on comptait 14 792 salariés frontaliers belges au Grand-Duché (Statec 1995: 47). Entre 1998 et 2008, le nombre de frontaliers wallons travaillant au Luxembourg a augmenté de 84,6%, pour atteindre le chiffre de 33 756 personnes.

Des hausses sensibles par rapport à l'année précédente sont à observer en 2000 et 2001 (env. 10%); en revanche, les taux de croissance entre 2003 et 2005 étaient très faibles (3% env.). En 2008, la plupart

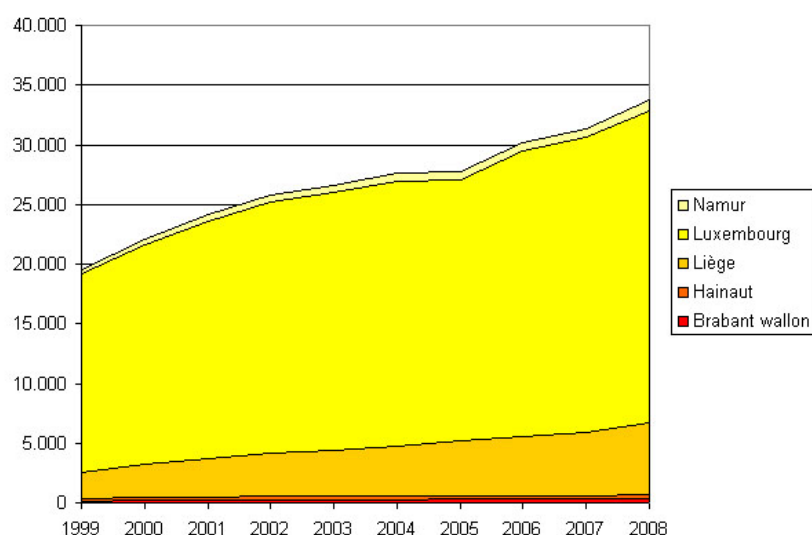


des salariés de Wallonie faisant la navette vers le Luxembourg résident à proximité immédiate de la frontière luxembourgeoise. Ainsi 77,5% d'entre eux habitent la province belge de Luxembourg et 17,8% la province de Liège.

Frontaliers venant de Wallonie et travaillant au Luxembourg 1999-2008
Source : INAMI

En rétrospective, une expansion du territoire sur lequel le Luxembourg recrute est perceptible. En effet, alors que le nombre de frontaliers résidant dans la province de Luxembourg augmente de seulement 57,9% entre 1999 et 2008, dans les provinces plus éloignées, il double voire triple.

En ce qui concerne les lieux de travail des frontaliers se déplaçant de Wallonie au Luxembourg, aucune information n'est disponible. Une étude menée en 2005 aboutit cependant à la conclusion que les Belges actifs au Luxembourg travaillent surtout à Luxembourg-Ville, dans l'Ouest et dans le Nord du Luxembourg, ce qui corrobore les résultats de l'enquête de 1994 (Statec 1995: 229-233).

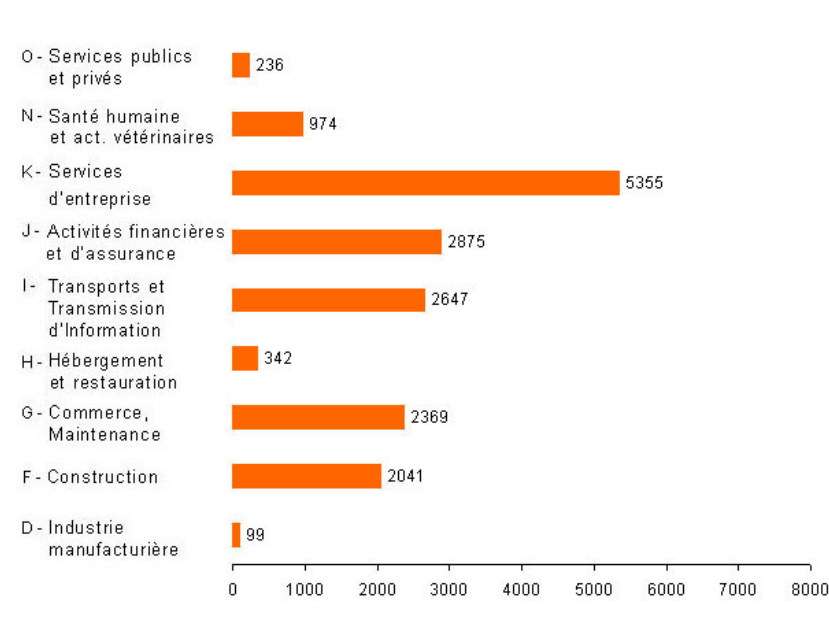


Frontaliers venant de Wallonie et travaillant au Luxembourg selon leur lieu de résidence 1999-2008 (provinces)
Source : INAMI

Parmi les communes dans lesquelles travaille la majeure partie des frontaliers venant de Belgique, on compte Luxembourg-Ville (36,9%), Strassen (3,5%), Petange (3,2%), Troisvierge (3,2%) et autres (53,2%)

(Schneider / Ramm 2005: 15). De même on ne dispose d'aucune d'information concernant la répartition des frontaliers venant de Wallonie selon les secteurs d'activité. Mais des indications peuvent être données au sujet des frontaliers venant de Belgique et travaillant au Luxembourg : En 2008, ces derniers travaillaient en premier lieu dans le secteur des services liés à l'entreprise (22,5%), suivi par le

secteur du crédit et des assurances (16,8%) ainsi que du commerce et des services de réparation (15,4%) et par l'industrie de transformation (12,0%).



Evolution de l'emploi des frontaliers venant de Belgique et travaillant au Luxembourg selon les secteurs d'activité (NACE) 1998-2008

Source : IGSS, calculations IBA / OIE

Si l'on considère l'évolution des emplois des frontaliers (1998-2008), on constate qu'ils ont repris la plupart des postes dans le secteur des services liés à l'entreprise (5 355), suivi des

crédits et des assurances (2 875), des transports et communications (2 647) et du commerce et des services de réparation (2 369).

Sources

- Baltes-Löhr, Christel / Prüm, Agnès / Reckinger, Rachel / Wille, Christian (2010): Alltagskulturen und Identitäten. In: IPSE (Hg.): *Doing Identity in Luxemburg. Subjektive Aneignungen – institutionelle Zuschreibungen – sozio-kulturelle Milieus*. Bielefeld, Transcript, S. 235-293.
- Batto, Véronique & Neiss, Martine (2007): *Frontaliers lorrains : sept sur dix travaillent au Luxembourg. Bilan économique 2006 - Economie Lorraine n° 84-85*, INSEE.
- Berger, Frédéric (2005): Développement de l'emploi transfrontalier au Luxembourg et portrait socio-démographique des frontaliers. In: CEPS/INSTEAD: *Population et Emploi*. Nr. 8.
- Brosius, Jacques (2007): La recherche d'emploi des frontaliers au Luxembourg. In: CEPS/INSTEAD: *Population et Emploi*. Nr. 26.
- Clément, Franz (2008): Le travail intérimaire au Luxembourg : les évolutions les plus récentes. In: *Les Cahiers transfrontaliers d'EURES*, Nr. 1.
- Cocher, Chantal & Perrin, Marie-Thérèse (1993): L'aspirateur luxembourgeois. In: INSEE: *Economie Lorraine*. N° 121, S. 10-14.
- EURES Transfrontaliers (2007): *Marché du travail et flux frontaliers dans la Grande Région. Les Cahier Transfrontaliers d'EURES, N°2*, Luxembourg.
- European Commission (2009): *Scientific Report of the Mobility of Cross-Border Workers within the EU-27/EEA/EFTA Countries*. (Directorate General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities), Luxembourg.
- Gérard, Pierre (2008): Les sites internet „www.lesfrontaliers.lu“ et „www.diegrenzgaenger.lu“. In: Gengler, Claude (Hg.): *Best Practice-Austausch zwischen vier europäischen Grenzregionen*. Luxembourg, Saint Paul, S. 211-214.
- Geyer, Sarah (2009): *Siedlungsentwicklung im deutsch-luxemburgischen Grenzraum. Arbeitsfelder und Handlungsempfehlungen zur Steuerung am Beispiel des Landkreises Trier-Saarburg. Arbeitspapiere zur Regionalentwicklung, elektronische Schriftenreihe des Lehrstuhls Regionalentwicklung und Raumordnung; Bd. 2*, Technische Universität Kaiserslautern.
- Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle (2009): *Die Arbeitsmarktsituation in der Großregion. (6. Bericht an den Gipfel der Großregion)*. Saarbrücken, S. 69ff.
- Lemmel, Florence (2007): *Frontaliers lorrains : le cap des 90 000 frontaliers est franchi. (Bilan économique 2007)*. INSEE: *Economie Lorraine*, Nr. 134-135.
- Maier, Jörg / Troeger-Weiss, Gabi (1990): Die Bedeutung der Grenzgänger für die Regional- und Wirtschaftsstruktur am Oberrhein. In: Maier, Jörg / Wackermann, Gabriel (Hg.): *Frankreich. Ein regionalgeographischer Überblick. (Wissenschaftliche Länderkunden, Bd. 35)*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, S. 271-287.
- Ministère du Travail et de l'Emploi (2008): *Les activités de l'administration de l'emploi 2007*, Luxembourg.

Müller, Roland Walter (2008): Die Webcommunities der Grenzgänger nach Luxemburg. In: Gengler, Claude (Hg.): Best Practice-Austausch zwischen vier europäischen Grenzregionen. Luxembourg, Saint Paul, S. 215-217.

Roussel, François-Xavier (1971): Les migrations de travailleurs frontaliers entre la Sarre et l'Est Lorrain. In: Mosella. Revue du Centre d'Etudes géographiques de l'Université de Metz. Tome I, n° 2, S. 55-61.

Rüth-Mailänder, Agnes (1993): Erfahrungen aus der Grenzgängerberatung. In: Arbeitskammer des Saarlandes (Hg.): Fit für Europa – Prêt pour l'Europa. Der grenzenlose Arbeitsmarkt / Le marché du travail sans frontières. (Beiträge der Arbeitskammer des Saarlandes), 6. Jg., Nr. 4, S. 18-20, S. 18.

Schneider, Marc & Ramm, Michel (2005): Essai de cartographie du bassin d'emploi transfrontalier luxembourgeois à partir de données administratives. CEPS/INSTEAD: Population et Territoire, Nr. 5, Luxembourg.

STATEC (1995): La main-d'œuvre frontalière au Luxembourg. Exploitation des fichiers de la sécurité sociale. Cahiers Economiques n° 84, Luxembourg.

Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 über die soziale Sicherheit für Wanderarbeitnehmer.

Wille, Christian (2010): Grenzgänger als „notwendiges Übel“? In: Pauly, Michel (Hg.): Migration au Luxembourg et dans la Grande Région depuis 1980. Luxembourg, Edition Guy Binsfeld, (i.E.).

Wille, Christian & Kuntz, Lothar (2006): Im eigenen Land wohnen, beim Nachbarn arbeiten? Zur Komplexität und Vielschichtigkeit des Grenzgängerwesens in der Großregion am Beispiel deutscher Grenzgänger und von Grenzgängern mit Wohnsitz in Deutschland. In: EURES / OIE (Hg.): Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière. Actes du colloque transfrontalier, Luxembourg, S. 47-55.

Liens

[Bundesagentur für Arbeit](#) (BA; Deutschland)

[CRD EURES Lorraine](#)

[diegrenzgänger.lu](#)

[EURES - das europäische Portal zur beruflichen Mobilität](#)

[EURES Transfrontalier Pôle Européen de Développement](#) (EURES-T PED)

[EURES Transfrontalier Saarland-Lothringen-Luxemburg-Rheinland-Pfalz](#) (EURES-T SLLR)

[Inspection Générale de la Sécurité Sociale](#) (IGSS; Luxemburg)

[Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité](#) (INAMI; Belgien)

[Institut national de la statistique et des études économiques](#) (INSEE; Frankreich)

[Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle](#) (IBA/OIE; Großregion)

[Service central de la statistique et des études économiques du Luxembourg](#) (STATEC)

Publié dans cette série jusqu'à présent :

- N° 1 (2007): [Christian SCHULZ](#), [Peter DÖRRENBÄCHER](#), [Holger PANSCH](#): L'industrie automobile dans la Grande Région SaarLorLux 2007 - production, développement, formation
- N° 2 (2007): [Michel PAULY](#): Les institutions hospitalières médiévales dans la Grande Région SaarLorLux (de 600 à 1500)
- N° 3 (2007): [Thomas SCHNEIDER](#): La division naturelle de l'espace de la Grande Région SaarLorLux
- N° 4 (2008): [Malte HELFER](#): Essor et déclin de l'exploitation du charbon dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 5 (2008): [Eva MENDGEN](#): La production en verre et cristal dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 6 (2008): [Cristian KOLLMANN](#): Noms de famille issus du métier du verrier (all. « Glaser »)
- N° 7 (2008): [Sonja KMEC](#): Le culte de Notre-Dame de Luxembourg
- N° 8 (2008): [Giovanni ANDRIANI](#): Miraculés de Notre-Dame de Luxembourg au 17^e siècle
- N° 9 (2009): [Malte HELFER](#): Transport public transfrontalier dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 10 (2009): [Malte HELFER](#): Les cartes de l'occupation du sol de la Grande Région SaarLorLux de CORINE Landcover
- N° 11 (2009): [Malte HELFER](#): La carte de Cassini (1750-1815)
- N° 12 (2009): [Malte HELFER](#): La carte de Tranchot et Müffling (1801-1828)
- N° 13 (2009): [Malte HELFER](#): La carte de Ferraris (1771-1777)
- N° 14 (2009): [Daniel ULLRICH](#): Le tourisme de la pompe dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 15 (2009): [Laurent PFISTER](#): Le climat de la Grande Région SaarLorLux
- N° 16 (2010): [Paul THOMES](#), [Marc ENGELS](#): La sidérurgie et l'industrie de l'acier dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 17 (2010): [Pierre GINET](#): Grands équipements sportifs dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 18 (2010): [Wolfgang BETHSCHEIDER](#): L'enseignement supérieur dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 19 (2010): [Malte HELFER](#): Zones protégées Natura 2000 dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 20 (2010): [Martin UHRMACHER](#): Les léproseries dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 21 (2010): [Ines FUNK \(KRUMM\)](#): La santé publique dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 22 (2013): [Alain PENNY](#): Villes du Moyen Âge tardif dans la Grande Région SaarLorLux (1180-1500)
- N° 23 (2013): [Patrick WIERMER](#): La perception de la Grande Région SaarLorLux par les médias
- N° 24 (2014): [Christian WILLE](#): Travailleurs frontaliers dans la Grande Région SaarLorLux (1998-2008)
- N° 25 (2014): [Florian WÖLTERING](#): Le tourisme dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 26 (2014): [Claude BACK](#): Les modifications territoriales dans la Grande Région SaarLorLux du Congrès de Vienne à aujourd'hui
- N° 27 (2015): [Christoph HAHN](#): L'industrie automobile dans la Grande Région SaarLorLux en 2011 - évolutions actuelles, défis et solutions possibles
- N° 28 (2015): [Barbara NEUMANN](#), [Jochen KUBINIÖK](#): Les sols de la Grande Région SaarLorLux
- N° 29 (2015): [Christian WILLE](#): Développements et structures de la coopération transfrontalière dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 30 (2016): [Christian WILLE](#): Frontaliers atypiques dans la Grande-Région SaarLorLux

gr-atlas.uni.lu



- N° 31 (2016): [Michel DESHAIES](#): Parcs naturels dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 32 (2016): [Brigitte KASTEN](#), [Jens SCHÄFER](#): Possessions en prêt au Haut Moyen Âge des abbayes de Gorze et Wissembourg dans la Grande Région SaarLorLux (661 - ca. 860)
- N° 33 (2016): [Eva MENDGEN](#): Sites du patrimoine mondial de l'UNESCO dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 34 (2018): [Malte HELFER](#): Le découpage administratif de la Grande Région SaarLorLux
- N° 35 (2018): [Malte HELFER](#): Le développement du trafic ferroviaire dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 36 (2018): [Birte NIENABER](#), [Ursula ROOS](#): Migrants internationaux et migration dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 37 (2018): [Emile DECKER](#): La production en céramique dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 38 (2018): [Simon EDELBLUTTE](#): L'industrie textile dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 39 (2020): [Guénaél DEVILLET](#), [Mathieu JASPARD](#), [Juan Vazquez PARRAS](#): L'offre transfrontalière en commerce de détail dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 40 (2020): [Georg SCHELBERT](#), [Stephan BRAKENSIEK](#): La construction d'églises pendant le XX^e siècle dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 41 (2020): [Florian WÖLTERING](#), [Juliano DE ASSIS MENDONÇA](#): Le brassage dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 42 (2021): [Interregionale Arbeitsmarktbeobachtungsstelle](#): La démographie de la Grande Région SaarLorLux
- N° 43 (2021): [Christian WILLE](#): Les pratiques du quotidien transfrontalières dans la Grande Région SaarLorLux
- N° 44 (2022): [Philippe Moulin](#): Fiefs des comtes de Luxembourg au 13^e siècle (Grande Région SaarLorLux)
- N° 45 (2022): [Marie-Paule Jungblut](#): Les musées de la Grande Région SaarLorLux